

Direction Inspection Contrôle Audit  
Affaire suivie par [REDACTED]  
Courriel [REDACTED]

Dijon, le 31 Juillet 2024

Le directeur général de l'agence régionale de santé  
à

Madame la directrice déléguée de l'EHPAD  
départemental du Creusot  
75, rue Jouffroy  
71200 LE CREUSOT

RAR N° [REDACTED]

**Objet : notification des mesures définitives suite au contrôle sur pièces réalisé au titre des articles L313- 13 et suivants du code de l'action sociale et des familles - EHPAD Départemental du Creusot**

**PJ : tableau des mesures définitives**

A la suite du contrôle sur pièces de l'établissement visé en objet dont vous assurez la gestion, je vous ai adressé, par lettre du 5 avril 2024, les mesures correctives envisagées ainsi que le rapport de la mission de contrôle afin de vous aider à restaurer au sein de votre établissement les conditions d'installation, d'organisation et de fonctionnement garantissant la qualité et la sécurité des prises en charge de vos résident(e)s.


Dans le cadre de la procédure contradictoire et en application des articles L121-1 et L122-1 du code des relations entre le public et l'administration, un délai de 15 jours vous a été accordé afin de pouvoir apporter des éléments de réponse aux 3 prescriptions et 4 recommandations envisagées et vos commentaires éventuels sur le rapport.

J'accuse réception de votre réponse en date du 26 avril 2024, ainsi que des pièces jointes à cette dernière.

A la suite de l'analyse de ces éléments de réponse que vous avez portés à ma connaissance et conformément à ce que je vous annonçais dans ma lettre du 5 avril 2024, je vous notifie les mesures définitives relatives aux prescriptions et recommandations. Elles sont rassemblées dans le tableau joint en annexe et classées par ordre de priorité.

ARS Bourgogne-Franche-Comté  
Le Diapason, 2 Place des Savoirs, CS 73535, 21035 Dijon cedex  
Tél. : 0808 807 107 - Site : [www.bourgogne-franche-comte.ars.sante.fr](http://www.bourgogne-franche-comte.ars.sante.fr)



J'appelle votre attention sur l'importance d'assurer la mise en œuvre et la prise en compte dans votre établissement de ces mesures. Ces dernières feront l'objet d'un suivi par mes services et plus particulièrement par : 

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois :

- d'un recours gracieux à mon attention,
- d'un recours hiérarchique auprès de la Ministre du travail, de la santé et des solidarités,
- d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Dijon. Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>

Le directeur général,



Copie à :

Monsieur le Président  
Conseil départemental de Saône-et-Loire  
Hôtel du département  
Rue de Lingendes  
71026 MÂCON CEDEX

Tableau des mesures définitives  
Prescriptions

Doris de mise à jour  
des mesures :  
Affaire suivie par :

23/07/2024

Form établissement :  
Adresse :  
Code postal :

EHPAD DÉPARTEMENTAL DU CREUSOT  
71200  
Commune : LE CREUSOT

Prescriptions					Observations
Nb	1	Libelle	Fondement juridique	Délai	
1	Mettre en place des modalités organisationnelles permettant de doter chaque Ehpad d'un temps de coordination médicale adapté à la capacité autorisée : - soit en disposant de temps de travail complémentaires de médecins coordonnateurs ; - soit en proposant une solution alternative permettant d'apporter un soutien médical aux équipes soignantes des Ehpad.	Article D312-156 du CASP Article D312-157 du CASP Article D312-158-1 du CASP	6 mois	Contrat de travail prévoyant le temps dédié à la coordination médicale sur chaque Ehpad ;  Autres modalités d'intervention proposées.	La mission prend acte de la réponse de l'établissement et des précisions apportées.  En effet, l'Ehpad Départemental du Creusot, étant une seule entité géographique (conformément à l'annexe d'autorisation en date du 10 juin 2023), dispose d'un temps de médecin coordonnateur conforme aux dispositions de l'article D312-156 du CASP.  Egalement, l'établissement s'est doté de [REDACTED] en pratiques avancées afin de renforcer la présence médicale. Pour ce faire, depuis 2020, [REDACTED] infirmières ont bénéficié de la formation IVA et sont en postes depuis [REDACTED].  La prescription n°1 est abandonnée.
2	Renforcer l'organisation des soins afin de garantir des prestations individualisées et réalisées au sein de l'établissement par des équipes pluridisciplinaires qualifiées : - en limitant la rotation du personnel soignant, en particulier le recours aux CDD ; - en s'assurant de la disponibilité effective des diplômés par les personnels pour tout recrutement, y compris en CDD.	Article L311-2 du CASP Article L312-1 II a 4 du CASP Article D312-153-0 II du CASP Article L311-2 à 4 du CSP	6 mois	Plan d'actions fixant apparaître les différents leviers actuels, les délais et les réalisations pour montrer les ETP manquants et pour stabiliser le personnel soignant ;  Tableau nominatif des agents soignants en poste au 01/07/2024 (IDE/AS/FAS) en indiquant s'ils sont qualifiés pour l'exercice de leurs fonctions + si oui : copie des diplômes	Au 01/07/2024, l'établissement dispose de [REDACTED] CDD sur des emplois permanents ce qui représente 20% de son effectif soignant permanent. Afin d'améliorer la fidélisation de son personnel, l'établissement s'est engagé à limiter la période contractuelle préalable à la stabilisation des professionnels sur les emplois permanents, cette durée est maximum [REDACTED]. Concernant les FAS, ils sont au nombre de [REDACTED] sur des emplois permanents, tous de recrutement externe du fait de la sélectivité de personnes diplômées. Parmi eux, [REDACTED] la disposent d'un projet de formation diplômante.  La prescription n°2 est abandonnée.
3	Demandeur à l'ensemble des personnels infirmiers en poste de l'inscrire ou de renouveler leur inscription à l'ordre infirmier et s'assurer de l'effectivité de cette inscription.	Article L431-15 du CSP	1 mois	Liste des infirmiers en poste au 01/07/2024 N° d'inscription à l'ordre infirmier	La mission prend acte de la réponse de l'établissement. [REDACTED] l'établissement a relancé les professionnels concernés en rappelant leur obligation d'inscription à l'ordre infirmier.  La prescription n°3 est maintenue et notifiée dans l'attente de la transmission des numéros ordres des IDE en poste au 01/07/2024.

Tableau des mesures définitives  
Recommandations

Date de mise à jour des mesures : 23/07/2024

Affaire suivie par : [REDACTED]

Nom établissement : EHPAD DEPARTEMENTAL DU CREUSOT

Adresse : [REDACTED]

Code postal : 71200

Commune : [REDACTED]

Recommandations			
Nb	i	Libellé	
1		Transmettre la copie des diplômes des cadres de santé en poste et l'attestation de formation en école de cadre pour l'agent FF cadre de santé.	<div><div>R3</div><div>La mission accuse réception des copies des diplômes des cadres de santé en poste ainsi que de l'attestation de formation de [REDACTED]</div><div>La recommandation n°1 est abandonnée.</div></div>
2		Formaliser et transmettre la fiche de poste des IPA.	<div><div>R4</div><div>La recommandation n°2 est abandonnée.</div></div>
3		Assurer la sensibilisation régulière à la bientraitance et/ou la prévention de la maltraitance de l'ensemble des salariés en inscrivant annuellement, dans le plan de développement des compétences, une formation relative ce thème, ceci afin de développer une réflexion collective sur les pratiques professionnelles, la connaissance des conduites à tenir et une culture partagée autour de définitions communes.	<div><div>RZ</div><div>L'établissement a transmis le plan de formation prévisionnel 2024. Des formations relatives à la promotion de la bientraitance sont proposées aux professionnels : relation avec les familles et tutelage, prévenir et faire face aux violences, accompagnement de la PA Alzheimer, accompagnement de la fin de vie, instant repas... Un comité bientraitance a été également mis en place depuis octobre 2023.  La recommandation n°3 est abandonnée.</div></div>
4		Intégrer dans un document un volet prévoyant les obligations des salariés en matière de signalement de mauvais traitements ou de privations et leur protection quand ils témoignent de mauvais traitements ou privations infligés à une personne accueillie ou relatent de tels agissements.	<div><div>R1</div><div>La mission prend acte de la réponse de l'établissement précisant que le projet de règlement intérieur, faisant mention des obligations des salariés en matière de signalement et de leur protection, sera présenté au CSE (juin 2024).  La recommandation n°4 est maintenue : dans l'attente de la transmission du règlement intérieur modifié et validé par les instances.</div></div>